

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 214 - VENDREDI 4 AVRIL 2014

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Un palétuvier de Guyanne ne cachera pas la forêt de Valls qui est derrière.

AGENDA MILITANT

→ 8 avril

Aubagne [Assemblée citoyenne du Front de gauche](#)
Rennes [Bilan et perspectives](#)

→ 12 avril



À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Monde, Europe**

[Tafta, un tournant géopolitique](#),
Bernard Calabuig

→ **Élections**

[Retour sur deux tours, et maintenant ?](#)

[Maintenant ça suffit il faut une autre politique à gauche](#),
Ensemble !

Le gouvernement change pour que rien ne change

La déroute du PS aux élections municipales est d'une ampleur historique. C'est bel et bien une sanction vis-à-vis du gouvernement qui s'est exprimée avec force dans toute la France à l'occasion de ces élections locales. Les gains de la droite expriment avant tout le mécontentement de celles et ceux qui avaient permis la victoire de François Hollande il y a à peine deux ans. Et le Président y répond par un coup de barre à droite.

La nomination de Manuel Valls en est un symbole éclatant. Voilà pour le symbole : assorti d'un jeu de chaises musicales ministérielles, ce choix ne risque pas de rassurer à gauche. Le plus important est ailleurs. Une phrase prononcée par Hollande dans son discours au lendemain de la défaite magistrale résume l'impasse dans laquelle le PS s'est engagé : « *Je garde le cap* ». Aussi inouï que cela puisse paraître, les socialistes répondent ainsi au mécontentement des Français par une continuité politique, au service du Medef et de l'ordre existant, marquée du sceau de l'austérité. Le Pacte de responsabilité et le diktat de la "compétitivité" sont réaffirmés. Face à l'ampleur de la défiance des institutions, notamment exprimée par l'abstention florissante, aucune réforme démocratique n'est engagée. Le PS conduit ainsi le pays et la gauche au désastre. Qu'on le veuille ou non, toute la gauche est impactée par une politique qui s'en réclame mais n'en respecte pas les orientations fondamentales.

Fort heureusement, EELV a décidé de ne pas suivre ce chemin. La décision de Cécile Duflot et Pascal Canfin de quitter le gouvernement suivie par la majorité d'EELV est salutaire. Elle ouvre une voie, celle d'une recomposition du champ politique porteuse d'alternative véritable. Encore faut-il que les écologistes se tournent vers le Front de Gauche et réciproquement - et ce n'est pas gagné car les divergences sur la construction européenne et plus généralement sur les questions sociaux-économiques sont substantielles. Encore faut-il que des socialistes sincèrement attachés à la justice sociale prennent également leurs responsabilités. Encore faut-il que des collectifs militants, des forces intellectuelles, des individus désireux de changement se saisissent de ce chantier immense. Seul un alliage inédit et massif du monde politique, social et intellectuel critique peut redonner espoir en traçant une voie neuve au service de l'émancipation humaine.

● Clémentine Autain



Bilan des municipales : pénible pour le PCF, décevant pour le Front de gauche

Au-delà des caractéristiques largement médiatisées des scrutins des 23 et 30 mars, l'analyse des résultats du Front de gauche montre globalement à la fois un nouveau recul du PCF et une faible dynamique quelles que soient les configurations.

Les municipales de 2014 feront partie du lot des consultations "maelstroms", à l'image de celles de 1983, qui avaient vu la gauche triomphante de 1981 perdre une part non négligeable de ses conquêtes de 1977. Il en est de même cette année, avec une particularité : il n'y a pas eu, entre les deux tours, de sursaut salvateur à gauche. Il est vrai que, cette fois, le désaveu politique se double d'une redoutable crise politique.

1. L'abstention élevée est bien sûr le phénomène premier relevé par tous les observateurs.

Année	Taux d'abstention	
	1 ^{er} tour	2 ^e tour
1959	25,2 %	26,1 %
1965	21,8 %	29,2 %
1971	24,8 %	26,4 %
1977	21,1 %	22,4 %
1983	21,6 %	20,3 %
1989	27,2 %	26,9 %
1995	30,6 %	30 %
2001	32,6 %	31 %
2008	33,46 %	34,8 %
2014	38,72 %	39 %

On sait que ce n'est pas un phénomène nouveau. En fait, ce sont les élections de 1989 qui ont marqué le premier seuil de poussée abstentionniste. Déjà à cette époque, l'abstention dans les villes communistes se situait au-dessus de 30 %,

Quand la part des votants est plus faible, le moindre écart de mobilisation, dans un sens ou dans un autre, peut bouleverser le rapport des forces local. Cette fois, la gauche en a été durement pénalisée. Toute la gauche...

et même au-dessus de 40 % dans toutes les communes de la Région parisienne (elle frôlait ou atteignait même les 50 % à Vénissieux, Aubervilliers, Saint-Denis, Garges-lès-Gonesse). Cette situation créait un contexte de fragilité, alors même que les scores communistes dans ces villes étaient très élevés parmi les suffrages exprimés.

L'abstention structurelle renforce les risques de volatilité des suffrages. Quand la part des votants est plus faible, le moindre écart de mobilisation, dans un sens ou dans un autre, peut bouleverser le rapport des forces local. Cette fois, la gauche en a été durement pénalisée. Toute la gauche...

2. La percée du Front national n'est pas à l'écart du phénomène précédent. Pendant longtemps, notamment du côté des villes de gauche, et plus encore du côté des villes communistes, le cadre local a été à la fois celui d'une sociabilité populaire vivace et de formes de redistribution, par le biais du logement et des services et équipements publics. Dès le début de la Troisième République, il est un cadre de politisation démocratique ; avec le communisme municipal, il est devenu un lieu privilégié de promotion des classes populaires.

Cette caractéristique s'est trouvée doublement érodée : par l'interruption de "l'ascenseur social" et l'éclatement des statuts salariaux ; par le recul de la dépense publique, à tous les ●●●

●●● niveaux de l'État. Les territoires de la fierté ouvrière sont devenus ceux de la désillusion. Et de la désillusion à l'amertume et au ressentiment, le pas est plus aisé à franchir, surtout si n'existent pas les contre-feux politiques suffisants. La traduction locale de l'influence frontiste n'est que l'envers de ce délitement. Pour l'instant, on peut encore dire que c'est une réussite par défaut. Mais on ne pourra longtemps se rassurer avec cette impression.

3. On a raison de dire que ces élections ont constitué **pour toute la gauche un séisme**. Le Parti socialiste en est incontestablement le grand perdant en laissant à la droite une cinquantaine de villes de plus de 30 000 habitants. Le socialisme est affaibli, à la fois dans ses vieux bastions historiques du Nord et du Nord-Est et dans les terres de conquête plus récente, depuis les années 1970, celles du Grand Ouest et de l'Alsace. Globalement, les pertes sont réparties sur tout le territoire métropolitain, avec un fléchissement sensible dans les grandes aires métropolitaines, que ne saurait masquer le maintien des édiles socialistes à Lyon et à Paris.

4. À la gauche du PS, le **communisme municipal** était la principale base ●●●

Une dynamique politique prometteuse



L'alliance EELV-Front de gauche (PG-Ensemble) a bousculé le paysage politique rennais. Jamais depuis 77, l'hégémonie du PS n'avait été ébranlée. En réalisant 15 % et en totalisant près de 9 000 voix - score inégalé à la gauche du PS -, la liste Changez la ville a donc concrétisé une dynamique politique prometteuse.

Le processus qui a permis ce résultat est lié au choix fait avec Ensemble, le Pg et EELV de prendre toutes nos décisions au consensus. Nécessité donc de se convaincre, de travailler nos argumentations, parfois jusqu'à tard le soir ou dans la nuit... Nous avons eu des débats passionnants sur la gratuité, l'appropriation sociale, la démocratie, nous nous sommes enrichis mutuellement et notre collectif de militants en sort renforcé.

Ce collectif s'est aussi enrichi, au fur et à mesure, de la participation de militants non encartés, qui ont pris leur place et revendiqué de prendre part aux décisions. C'est ainsi que le dimanche soir entre les deux tours, une AG s'est tenue au local de campagne ouverte à tous pour débattre de notre position de 2^e tour. Nos divergences demeurent sur le rapport au PS entre EELV et nous. L'installation du conseil municipal donne lieu à des tensions sur lesquelles le PS s'appuie pour nous diviser. L'accord bâti prévoit la liberté pour chaque organisation de participer ou pas à l'exécutif municipal. Nos camarades écologistes continuent de penser qu'ils peuvent peser au sein de l'institution sur les orientations du PS. Alors que les travaux pratiques commencent, que la trêve hivernale est finie, les migrants à nouveau dehors sans toit, et que nos élus sont attendus pour trouver tout de suite des solutions...

● Sylvie Larue



●●● d'ancrage communal. Il vient de connaître **un recul important**, analogue à celui qu'il avait enregistré déjà en 1989 et 1995. Depuis le pic de 1977 (1 464 maires communistes et apparentés), le nombre des mairies dirigées par le PC s'était progressivement réduit de moitié. À la veille de la consultation, le PCF était officiellement à la tête de 725 mairies sur le territoire métropolitain.

À ce jour, il est impossible de dresser le bilan complet : les statistiques du PCF et de l'Association nationale des élus républicains portent sur l'étiquette des maires et non sur celle des listes. En revanche, un premier bilan provisoire a été fait sur les communes de plus de plus de 1 000 habitants, soit la moitié de l'échantillon total (l'analyse en a été publiée sur le site de *Regards*, regards.fr). Il indique pour l'instant une perte d'environ 25 % du nombre de maires communistes. Mais il faut une étude complémentaire pour évaluer les gains possibles dans certaines communes. Pour l'instant, le recul semble plus important qu'en 2008 et 2001. Cela laisserait supposer une relance de l'érosion, après un tassement lors des deux dernières municipales.

Les plus grandes zones de fragilité sont celles du Nord-Pas-de-Calais (19 pertes), de l'Ouest breton (8) et bien sûr de la Région parisienne. C'est dans la petite couronne que le recul de longue durée a été le plus continu :

- 1983 : 8 pertes (Chatillon, Levallois-Perret, Sèvres, Gagny, Montfermeil, Neuilly-Plaisance, Rosny, Joinville).
- 1989 : 10 pertes (Antony, Le Plessis-Robinson, Aulnay, Dugny, Noisy-le-Grand, Villepinte, Limeil-Brevannes, Orly, La Queue-en-Brie, Villeneuve-Saint-Georges).
- 1995 : 2 pertes (Clichy-sous-Bois, Sevran).

**À la gauche du PS,
le communisme
municipal était
la principale base
d'ancrage communal.
Il vient de connaître
un recul important,
analogue à celui
qu'il avait enregistré
déjà en 1989 et 1995**

- 2001 : 7 pertes (Colombes, Drancy, L'Île-Saint-Denis, Pantin, Romainville, Arcueil, Villeneuve-le-Roi) et 2 gains (Sevran, La Queue-en-Brie).
- 2008 : 4 pertes (Aubervilliers, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pierrefitte) et 2 gains (Villepinte, Villeneuve-Saint-Georges).
- 2014 : 7 pertes (Bagnole, Blanc-Mesnil, Bobigny, Saint-Ouen, Sevran, Villejuif, Villepinte)¹ et 2 gains (Aubervilliers, Montreuil).

Observons pour finir la destination des transferts. Sur 103 villes perdues par le PCF, 48 l'ont été face à la droite et 41 face à un socialiste ou face à un "divers gauche". Si le PS n'a pas cette fois réussi son opération de captation de l'héritage «banlieue rouge» (il gagne Bagnole mais reperd Aubervilliers), il n'a pas été sans efficacité dans d'autres territoires, notamment dans l'Ouest et dans le Nord-Pas-de-Calais, où il a ravi de nombreuses municipalités aux communistes.

5. Dans cet ensemble, la **Seine-Saint-Denis** constitue un cas particulier (voir dossier de *Regards*). En 1977, 80 % de la population départementale étaient administrés par 27 mairies communistes (sur 40 communes). En 2014, 26 % le sont par 9 mairies communistes. Le cas séquano-dionysien tranche avec celui des Hauts-de-Seine : dans ce département dominé de façon écrasante par la droite, les quatre municipalités inamovibles (Bagneux, Gennevilliers, Malakoff et Nanterre) constituent un môle de résistance et d'innovation locale. Il s'écarte aussi du cas du Val-de-Marne, lui aussi dirigé - presque - en continu par le PCF depuis 1967. Alors que la Seine-Saint-Denis avait été découpée pour concentrer et isoler le noyau Nord-Est de la "banlieue rouge", le Val-de-Marne opposait la partie Nord "rouge" (l'ancien département de la Seine) et le reste du département. L'affrontement droite-gauche ●●●

1. Au moment des élections municipales de 2014, les maires de Sevran et Villepinte n'étaient plus classés "communistes et apparentés". Mais ils l'étaient en 2008.

Malgré la défaite, une expérience porteuse d'avenir



Saint-Ouen est la seule ville où la gauche fait 63 % au 1^{er} tour et qui passe à droite au 2^e, dans un duel.

Pourtant, notre campagne y a été plus longue, citoyenne et populaire que d'habitude¹. Même s'il reste des progrès à faire, ce fut la meilleure de notre vie.

Avec 37 %, la droite n'a pas progressé au 1^{er} tour, mais l'emporte avec 53 % au 2^e.

La gauche gouvernementale a retiré sa liste sans fusionner avec la nôtre et a lancé un timide appel à battre la droite, qui dissuadait de le faire tant il nous condamnait. En coulisse, une campagne a été menée pour appeler à voter à droite.

La droite l'a emporté avec une grande partie des voix de la gauche gouvernementale, 409 électeurs de plus au 2^e tour n'expliquant pas ses 2 265 voix supplémentaires.

L'objectif du PS d'éliminer le Front de gauche afin d'être hégémonique à gauche et d'empêcher l'alternative au capitalisme n'est pas nouveau. Bruno Leroux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a choisi d'être 3^e sur la liste de la gauche gouvernementale, plutôt que d'essayer de reconquérir sur la droite la mairie d'Épinay-sur-Seine qu'il avait perdue.

Saint-Ouen était aussi une cible particulière car fer de lance de la lutte contre la spéculation immobilière¹. Droite et gauche gouvernementale voulaient en finir avec cette politique.

En jeu : des milliards pour les spéculateurs et chasser les milieux populaires de la ville.

Ces enjeux ont été en partie masqués derrière une campagne de dénigrement de notre maire et tête de liste Jacqueline Rouillon.

Mais la perte de la municipalité n'est pas la fin de l'histoire. Les 300 militants réunis après le 2^e tour ont décidé de poursuivre la formidable construction politique et humaine engagée.



● **Bruno Bessière**

¹. Voir le dossier de *Cerises* n° 195 du 22/11/2013 ainsi qu'une analyse de la situation sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "Élections".

●●● y a donc été toujours très vif, contraignant le Conseil général et les maires communistes à un effort plus ou moins réussi de renouvellement. De ce fait, la rétraction communiste y a été moins forte (47 % de population administrée en 1977, 34 % en 2014).

La situation particulière de la Seine-Saint-Denis mérite ainsi attention, davantage que ne l'ont fait les responsables communistes depuis des années. Sans doute tiendra-t-on compte de la lourdeur des données socioéconomiques d'un département déstructuré par les évolutions sociales et par la crise. Mais on ne peut s'en tenir à ces données comme une manière de fatalité. La fédération départementale ne s'est guère donné les moyens d'analyser les contradictions pour dégager des pistes cohérentes et dynamiques. Et sans doute cette incapacité doit-elle être rapportée à ce que furent les déchirements de cette fédération dans les années 1980-1990. Dans tous les cas, un effort de renouvellement, de transformation devra s'opérer. Notons d'ailleurs qu'en dehors même des villes perdues, le maintien du tissu communiste local s'est opéré cette fois dans des conditions souvent difficiles, parfois à deux doigts d'une défaite.

6. Que dire enfin du **Front de gauche** ?

Au lendemain de l'élection, le Parti de gauche s'est félicité du succès des listes du Front sur l'ensemble du territoire métropolitain. L'intention est louable, mais la réalité est hélas plus nuancée.

De façon apparemment paradoxale, les listes écologistes ont tenu un réel succès, alors même qu'elles auraient ●●●

●●● dû être engluées par la participation gouvernementale d'EELV. Si l'on s'en tient aux communes de plus de 3 500 habitants où la totalité de la gauche ne se retrouve pas aux côtés des socialistes, et si l'on mesure globalement le score écologiste, il est au niveau modeste de 3 %. Mais si l'on s'en tient aux 65 communes où des écologistes concourraient au suffrage, ils atteignent le score de 9,1 %. Dans 25 cas, ils sont au-dessus de 10 % et, bien sûr, ils remportent Grenoble.

Critique de façon claire à l'égard des choix élyséens, le Front de gauche aurait dû profiter du discrédit socialiste. Ce n'est pas le cas. Il est vrai que, pour ce Front, l'analyse est rendue complexe par les choix communistes de reconduire, dans un nombre de villes non négligeables, les formules traditionnelles de l'union de la gauche, introduites par le PCF lui-même en 1965. Si l'on s'en tient aux classifications du ministère de l'Intérieur, on a donc une dispersion des composantes du Front de gauche entre des listes "d'union de la gauche", du "Front de gauche", "communistes", du "Parti de gauche", voire "divers gauche".

Si l'on s'en tient aux 607 communes de plus de 1 000 habitants où le Front de gauche est présent, rassemblé ou au travers de certaines de ses composantes, le Front de gauche rassemble près de 11 % des suffrages exprimés, contre 16 % pour des listes dites "d'union de la gauche", 13,7 % pour des listes socialistes ou "divers gauche" et 2,6 % pour les écologistes.

7. La comparaison avec 2012 est malaisée, les choix du PCF brouillant sévèrement les cartes.

Sans surprise, les progressions les plus nettes s'observent dans les communes où le maire est communiste et où il n'y a pas d'alliance avec le Parti socialiste (comme à Fontenay-sous-Bois, Ivry ou Saint-Denis). Des progressions s'observent dans une trentaine de villes où le maire n'est pas communiste. Dans plusieurs d'entre elles, comme Saint-Dizier, Calais, Sevrans, Corbeil, Sète, Romain-

ville ou Bourges, il s'agit de villes de sensibilité communiste forte, qui ont été gérées par des communistes.

Mais les pertes l'emportent largement sur la progression, dans près de 200 communes de l'échantillon. Dans 90 d'entre elles, ces pertes représentent plus de la moitié du pourcentage de 2012 et les deux tiers pour une vingtaine. ●●●

Sevrans : le choix de l'avenir



L'expérience vécue à Sevrans vaut d'abord pour la dynamique de campagne.

Dès le printemps 2013, les militants Front de gauche de Sevrans ont travaillé dans tous les quartiers autour du thème "Sevrans a la parole". Une façon de prendre en compte les exigences des habitants telles qu'ils les expriment et non telles qu'elles sont formulées en leur nom.

En octobre, les paroles recueillies étaient restituées par les militants sous une forme théâtrale devant 200 Sevransais. Les ateliers de préparation du programme, étalés de décembre à février, ont connu des succès variables selon les thèmes mais toujours au-delà des milieux militants habituels.

Plus de 100 citoyens se sont investis en continu dans la campagne. Des personnalités se sont révélées : de Caroline, 24 ans, jeune diplômée au

chômage à Sabine, 55 ans, artiste-interprète, en passant par Nouridine, 35 ans, responsable comptable, beaucoup y ont fait leurs premières armes politiques.

Cette dynamique a été rendue possible par le travail de fédération commencé durant les campagnes de 2012 et amplifié depuis un an avec l'apport de Clémentine Autain. Les responsables de la section du PCF l'ont rendu possible et ont eu à cœur, comme ceux du PG et d'Ensemble !, de lever les ambiguïtés quand il s'en est trouvé.

L'arrivée du MRC, d'anciens élus EELV, et du NPA enfin a conduit à renforcer cette démarche de principe. Au point qu'au meeting central de la campagne, l'ensemble des forces politiques rassemblées a décidé de laisser la parole aux citoyens "non-encartés" pour mettre en valeur le rassemblement réussi.



● Gilles Boitte

Sur le Net, le programme souvent détonnant de la liste conduite par Clémentine Autain : (<http://www.calameo.com/read/00322983874b281968d42>)

●●● Bien sûr, ces pertes sont particulièrement significatives dans les grandes villes où le PCF a choisi l'alliance avec le PS, comme à Paris, Toulouse ou Nantes.

Dans l'ensemble, s'observe incontestablement un problème propre aux grandes villes. Alors que le vote Mélenchon avait montré une spectaculaire percée dans les centres des principales métropoles, le vote municipal s'est effondré, notamment à Toulouse, Strasbourg, Bordeaux, Lille ou Reims.

Alors que la visibilité présidentielle du Front de gauche a été maximale, celle des municipales s'est diluée dans un océan de confusion. Or l'articulation complexe du national et du local suppose une base de clarification.

8. Si l'on observe la globalité du scrutin municipal de premier tour, il révèle avant tout **l'insuffisant ancrage du Front de gauche** sur le terrain local. On sait que les municipales sont redoutables par la complexité des liens qui s'établissent entre les données nationales et le fait communal. Dans la France des 37 000 communes, les étiquettes qui dominent de façon écrasante sont celles des "divers gauche" et des "divers

droite". Mais, dans sa grande période, le PCF avait su, dans cet environnement *a priori* peu favorable, concilier l'enracinement local et l'identification politique. C'est lui qui, dans les années 1960 et 1970, a imposé une formule de l'union de la gauche qui contribua alors fortement à la déstabilisation de la droite et à la consolidation de l'espérance sociale en milieu populaire.

Pour l'instant, le Front de gauche est loin de cet équilibre. Dans les communes de plus de 1 000 habitants, 9 % à peine des listes présentes correspondaient à une étiquette associée au Front de gauche. Les listes associées directement au PS représentaient à elles seules 15 % du total, 14 % pour les listes d'union de la gauche et 56 % pour les inévitables "divers gauche".

Alors que la visibilité présidentielle du Front de gauche a été maximale, celle des municipales s'est diluée dans un océan de confusion. Or l'articulation complexe du national et du local suppose une base de clarification qui n'est pas encore accomplie.

9. Il ne m'appartient pas de tirer ici les leçons politiques du scrutin. Les remarques qui suivent découlent seulement de l'observation précédente du résultat.

Les élections municipales de 2014 auront été désastreuses pour le Parti socialiste. Mais les critiques de gauche de la gestion socialiste n'en ont pas profité. Pire, pour ce qui est de la représentation municipale communiste, elle s'est rétractée sérieusement, même si on n'en mesure pas encore exactement l'ampleur. En tout état de cause, tout laisse

entendre qu'elle est supérieure à 25 % du nombre de mairies de 2008.

Au-delà des villes de sensibilité communiste, les résultats du Front de gauche n'ont rien de déshonorant, mais ils ne sont pas satisfaisants. Globalement, ils sont en retrait sur l'élection présidentielle de 2012. Le Front n'a pas capitalisé dans ce scrutin local la dynamique intéressante d'il y a deux ans.

Les municipales placent le Front de gauche devant la nécessité d'une novation. C'est à nous, c'est à un mouvement critique plus diversifié que jamais, c'est à une dynamique populaire nouvelle de façonner ces jours heureux-là.

La visibilité insuffisante du Front de gauche (les listes rassemblant la totalité de ses composantes ont été présentes dans un nombre restreint de commune) et sa lisibilité défaillante (l'hésitation entre Front de gauche et union de toute la gauche) ont incontestablement pénalisé le regroupement à la gauche du PS. Qu'il faille viser un rassemblement de toute la gauche sur des contenus transformateurs est un préalable nécessaire. Il n'en reste pas moins que les formules classiques de l'union de la gauche sont obsolètes. Parce que les choix du recentrage socialiste sont désormais bien ancrés et parce que le besoin ●●●

●●● de regroupements dynamiques, qui ne se réduisent pas à des accords de partis, qui incluent la démarche citoyenne est une clé des avancées futures. Le succès des listes dites plus ou moins "citoyennes" ou "alternatives" en est un témoignage, une fois de plus. Il n'y a pas que la méthode de rassemblement. Le tassement observé entre 2012 et 2014, en agglomération, signale une difficulté à articuler national et local, critique de l'existant et affirmation d'un

projet. Le respect des réalités communales est une dimension décisive ; mais l'enclavement communal ne permet pas de penser l'articulation des dynamiques locales et de celles de la métropolisation. On ne promeut pas les catégories populaires, si on ne rattache pas leurs attentes et leurs craintes dans une vision démocratique ambitieuse et maîtrisée de la métropole. Sur ce point, la gauche de gauche reste en retard.

La parole et le pouvoir aux Albigeois

« la démarche citoyenne est une clé des avancées futures »



Au départ à l'initiative du PC, il y a 17 mois, sont proposées des réunions allant à la rencontre des citoyens.

Sont venus se joindre au cours de ces réunions des militants, des Alternatifs, du PG, de la Fase et du PS. De nombreux citoyens se reconnaissant dans le Front de gauche sans être adhérents à un parti politique participent également à ces travaux. Des réunions de quartier sont organisées et un comité se crée, le CLIC : Comité local d'initiative citoyenne.

Notre but : redonner envie aux Albigeois de faire de la politique autrement et de participer à la vie de leurs quartiers et de leur ville.

Au cours d'ateliers sont discutées différentes pistes. Des règles sont acceptées au consensus sur des points particuliers dès que nous abordons la constitution de la liste : pas d'hégémonie de quelque parti que ce soit, au moins 2/3 de citoyens non encartés, pas de cumul de mandats et bien sûr parité femmes-hommes. L'idée forte de notre démarche et qui permettra de construire notre projet est de développer la démocratie active.

Quelques péripéties en cheminant - départ de participants du PG, puis création par le PS d'une liste que le CLIC est invité à rallier. Ce point est discuté au cours de réunions : nous ne remettons pas en question nos principes, le CLIC poursuit sa démarche en laissant ouverte la participation à nos réunions et à notre liste à qui le désire.

Des nombreuses réunions sort une liste de 7 chantiers développés par thèmes qui nous serviront de programme, sans promesses irréalisables du fait de restrictions budgétaires votées par la majorité socialiste (la tête de liste du PS est député).

La liste est constituée collectivement dans le respect des règles prévues.

Au premier tour nous obtenons 10,37 %, les Verts (EELV) 7,97 %. Après discussion avec EELV, nous fusionnons sur la base de la parité pour le 2^e tour. Résultat du 2^e tour : 15,43 %

EELV continue à travailler avec nous au sein du CLIC.

● Jean-Claude Faure



et Alberto Gimenez



Enfin, j'ai l'intuition que les municipales placent le Front de gauche, comme ce fut naguère le cas pour le PCF, devant la nécessité d'une novation. La naissance du Front a permis de passer de l'éparpillement mortifère au rassemblement stimulateur. Mais, dans son fonctionnement, sa façon de se montrer, dans sa façon d'être, le Front n'incarne pas suffisamment le besoin de neuf. Il est vrai que les choix néolibéraux et sociaux-libéraux ont détricoté l'édifice des acquis du XX^e siècle. En cela, ils ont éloigné les "jours heureux". Mais le "bonheur" dont nous pouvons nous réclamer ne se confond pas avec la nostalgie du passé. Ce n'est pas un retour en arrière, fût-ce vers un nouvel "État-providence", que nous souhaitons promouvoir. Les jours heureux de l'émancipation, du développement des capacités humaines, ne sont pas derrière nous mais devant nous. C'est à nous, c'est à un mouvement critique plus diversifié que jamais, c'est à une dynamique populaire nouvelle de façonner ces jours heureux-là. Pour y aider, nous devrions, plus que jamais, incarner de la novation.

● Roger Martelli



dossier établi par
Gilles Alfonsi et Michèle Kiintz

Le tour du Verdon, d'un tour à l'autre...

J'ai eu la chance de raconter *l'Héritage* chez l'habitant pour une tournée du Verdon du 20 au 30 mars. C'est une expérience humaine hors norme. Dans ce bout de France, on croise la terre entière : des profs amoureux des mots dits, des paysans qui libèrent leur salon après avoir "fait" le cochon, des militants de terrain, des voyageurs, des jeunes en quête de futurs, des moins jeunes qui décident de s'impliquer pour la première fois aux municipales... Après chaque représentation, on mange ensemble. Certains dans l'urgence ont commandé des pizzas, d'autres arrivent avec des cagettes de fromages de chèvre, des quiches de toutes sortes, des chips, du saucisson... et des bouteilles de rouge ! C'est le "plancher des chèvres" qui nous accueille, une association portée par des bénévoles et des salariés, portée surtout par un idéal simple : un art au cœur du monde.

La France des villages n'est pas triste ou renfermée. Elle est comme celle des villes : traversée de peurs et d'espoirs, de joies et de colères. Ce qui change ici, c'est simplement la proximité. Cette proximité est comme un outil pour ceux qui ne se contentent pas du monde tel qu'il est. Ici chaque acte a des conséquences tangibles. D'un village à



<http://leplancherdeschevres.fr/>

l'autre, je découvre que chacun est au courant des enjeux des différentes communes, chacun a son avis sur la question. L'élection municipale est comme le révélateur de ce qui se joue ici au quotidien. Il y a une soif de politique. Comment maîtriser les flux touristiques ? Comment agir sur le prix du foncier ? Comment faire tomber les barons locaux qui mettent des caméras de vidéo-surveillance dans des rues souvent désertes ?

Chaque soir, je refais le monde avec des gens différents. L'hospitalité est aussi dans les dialogues et les récits. Il y a une grande conscience que ce monde est absurde, que la loi de l'argent roi devra cesser. Chacun cherche un chemin, parfois avec une naïveté touchante, parfois avec une conscience joyeuse. Le théâtre ouvre au dialogue, à la confiance... Il permet aussi, simplement, de sortir de chez soi (dans tous les sens du terme) et de rencontrer son voisin dans une autre situation.

Entre une quête de bonheurs simples et une action mili-

tante de tous les instants, beaucoup ne choisissent pas et n'imaginent pas vivre l'un sans l'autre... Je rêve d'un mouvement politique qui serait comme la ruralité engagée d'aujourd'hui : ouvert sur le reste du monde et ancrée dans le quotidien. J'espère un mouvement de ceux qui refusent chaque matin de rentrer dans le jeu morbide de la lutte de tous contre chacun, un

mouvement qui transformerait une posture éthique en acte politique. Le théâtre par les villages me rassure sur le futur et m'invite à chercher mieux encore une radicalité au cœur du monde. Le chemin est long, mais vu d'ici, loin des jeux d'appareils et

de la fièvre journalistique, il est aussi joyeux et calme. Comme si pas à pas un monde nouveau se réinventait. Il manque sans doute parfois de cohérence, d'articulation aux questions sociales du monde urbain, mais il est en marche et c'est un déjà-là précieux.



● Laurent Eyraud-Chaume



Matières premières et denrées sont inégalement réparties dans le monde. L'homme les exploite et les affaires s'en sont emparées. Elles sauvent ou font chuter les gouvernants, créent des déséquilibres écologiques, enrichissent les uns et appauvrissent les autres. *Cerises* vous propose quelques étapes autour du globe.

Cette semaine, la Thaïlande et sa montagne de riz.

“La révolution blanche”

L'histoire commence en 1997. Souvenez-vous. Une crise financière inédite fait vaciller l'Asie du Sud-Est.

Inondés de crédits par les marchés financiers internationaux, les “nouveaux tigres” asiatiques (Thaïlande, Corée du Sud, Indonésie) avaient en effet beaucoup investi dans des projets spéculatifs : immobilier, infrastructures, etc. La corruption prélevant au passage sa lourde part. Les bulles éclatèrent, entraînant panique, fuite des capitaux, dévaluation massive des monnaies locales. Mais aussi faillites en chaîne et retour vers les campagnes d'anciens paysans sans emploi. Le FMI intervint pour “sauver” les États étranglés, admonesta, exigea en retour des restructurations économiques drastiques. Bref, la loi ordinaire et dévastatrice du marché et du libéralisme. Elle se répètera une décennie plus tard en Grèce. Entre alors en scène Thaksin Shinawatra, ancien officier de police reconverti dans les affaires, devenu immensément riche dans les années 1990 grâce au boom de la téléphonie mobile. « Dans un parfum entêtant de corruption pour l'attribution des licences

publiques », diront ses détracteurs. Mais la fortune ne lui suffisait plus. Profitant de la crise de 1997 et du rejet massif par la population d'un système politique exsangue et corrompu, il lance un nouveau parti, y met beaucoup d'argent¹, importe le marketing politique à l'américaine et, fait nouveau, centre sa campagne sur les paysans du Nord du pays, plus de 45 % de la population à l'époque.

Thaksin avait compris que les paysans, jusqu'alors délaissés et méprisés par les gouvernements successifs, possédaient plus que leur force de travail : une quantité de bulletins de vote. Il va donc les caresser dans le sens du poil et proposer une révolution sociale : investissement dans les infrastructures villageoises (transports, éducation), subventions, développement de centres médicaux gratuits, etc.

Des paysans dont l'activité principale était la riziculture.

Thaksin², qui remporte facilement les élections de 2001, est nommé Premier Ministre par le Roi. Il sera triomphalement réélu en 2005, mais des accusations d'enrichissement massif de son clan familial, sa pratique brutale ●●●

Quatre facteurs majeurs...

... pour interpréter l'histoire et la politique en Thaïlande : **la monarchie**, le Roi actuel, personnage vénéré, est facteur de stabilisation ; **l'armée**, très puissante : des coups d'État périodiques, 18 dont 11 réussis, depuis l'instauration de la monarchie constitutionnelle en 1932 ; **le bouddhisme**, religion dominante pratiquée par 95 % de la population, influe sur la société et la politique ; **l'émergence de classes moyennes** urbaines, éduquées et bousculant l'ordre traditionnel. Particularité sur le continent asiatique : la Thaïlande n'a pas été colonisée. Ses gouvernants ont composé avec les Anglais et les Français qui entouraient le Royaume du Siam, mais qui ont néanmoins grignoté une partie de son territoire historique. Et les régimes militaires des années 60 et 70 ont servi cependant d'annexe aux Américains dans la guerre du Vietnam et leur lutte anticommuniste.

1. Toute ressemblance avec une ville de l'Essonne serait pure coïncidence.

2. En Thaïlande, le prénom est habituellement utilisé pour désigner les personnes.



●●● du pouvoir (notamment la répression sanglante d'un soulèvement séparatiste dans le Sud du pays) entraîneront finalement sa chute ; renversé par un coup d'État militaire en septembre 2006, il fuit à l'étranger.

Quelques années après, sa sœur, Yingluck Shinawatra, manœuvrée par son frère exilé à Dubaï, reprend le flambeau. Car en Thaïlande, les oligarchies familiales, regroupant enfants, proches, affidés et obligés, dominent l'économie et organisent les factions politiques. Elle est élue en juillet 2011, avec une nouvelle promesse encore plus audacieuse faite aux paysans : un programme gouvernemental d'achat de leur riz, à un prix très supérieur à celui du marché. Cette

Les manifestants à Bangkok et ailleurs se regroupent et se rallient selon leur **"couleur de chemise"** : rouges pour les paysans soutenant le clan Thaksin / Yingluck, jaunes pour les classes moyennes urbaines ou les étudiants demandant le départ de Yingluck et des mesures anti-corruption, et blanches pour des sous-marins de l'armée ou de l'aristocratie royale, qui demandent le remplacement du gouvernement par un "Conseil du peuple" non élu...

promesse se révélera être un gigantesque pari spéculatif. La Thaïlande étant alors le premier exportateur mondial de riz, Yingluck et ses conseillers pensaient qu'en stockant ce riz et en bloquant les exportations, ils réussiraient à créer une pénurie sur le marché international et à faire grimper fortement les prix, pour le revendre plus tard avec profit. En quelque sorte un "achat gratuit" du vote paysan.

Patatras, la manœuvre a fait long feu. L'Inde s'est remise à exporter, les Philippines, grand pays importateur, a développé rapidement des cultures domestiques, et le prix du riz s'est effondré. Le riz stocké devenait invendable, et les pertes financières pour le gouvernement thaïlandais ont explosé : près de 15 milliards € depuis 2011. Les paysans ont cru cette manne éternelle, et sont en colère parce que le gouvernement ne peut plus poursuivre ces achats, alors qu'ils s'étaient mis à emprunter massivement pour acheter voitures, équipements, développer leurs exploitations, des commerces... Maintenant non solvables, ils risquent de retomber rapidement dans leur pauvreté antérieure³. ...

Et ces spéculations sur le marché international ont des répercussions pour les pays pauvres d'Afrique, qui importent des quantités massives de riz et sont victimes de ces manœuvres et d'intermédiaires qui se gavent sur toute la chaîne⁵. L'armée s'énerve, car depuis décembre 2013 des manifestations, parfois violentes, opposent les différentes factions, et les militaires n'aiment pas le désordre. Quant aux classes moyennes urbaines, elles ont pris encore plus de poids qu'en 2005, et demandent que le pouvoir ne soit plus partagé alternativement entre l'armée et les oligarques.

La montagne de riz s'est dressée, et va bientôt ensevelir Yingluck, cernée de toutes parts. Aujourd'hui, les dominants - la monarchie paternaliste et sa cour d'aristocrates, les militaires et les classes moyennes - continuent à se partager le gâteau économique et le pouvoir, tandis que les forces politiques de gauche ou progressistes, très affaiblies, ne sont pas en mesure de renverser la table.

Et l'émancipation et la prise en main de leur destin par les paysans de Thaïlande restent toujours à construire.

● Hermès

3. La comparaison avec les emprunteurs pauvres en subprime aux États-Unis est pertinente.

4. Voir l'intéressant : <http://www.financialafrik.com/2013/10/13/riz-importe-en-afrique-une-chaine-alimentaire-juteuse/>

Lénine, Reich, Kollontaï et un verre d'eau

Nous vivons aujourd'hui un retour à l'ordre moral. L'hypocrisie morale traditionnelle, l'invocation de la religion, de la famille, de l'ordre et de la patrie font un retour remarqué. Sans doute est-ce là un contrecoup des avancées qui ont marqué les années précédentes, mais aussi une réaction à la crise, le besoin de chercher refuge dans la sécurité de valeurs établies. Régression sociale et régression morale semblent donc aller de pair.

Dans d'autres périodes, l'émancipation sociale et politique a pu être accompagnée d'une remise en cause de la morale dominante.

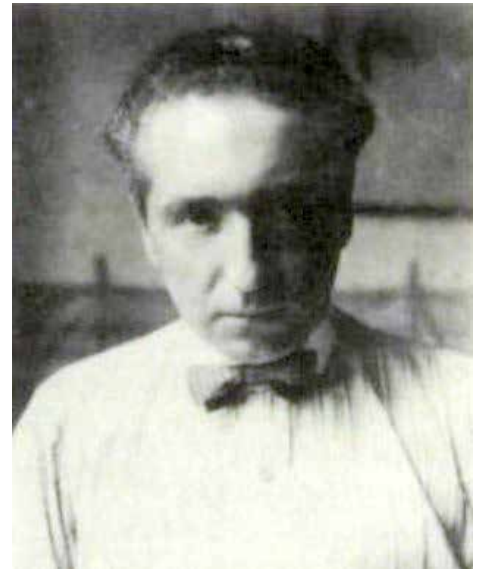
Mais il n'y a pas automatisme. Wilhelm Reich l'avait déjà noté en étudiant l'apparition et puis l'échec de la "révolution sexuelle" dans les premières années de la Russie soviétique.

La révolution s'est en effet accompagnée d'un bouleversement dans les rapports entre hommes et femmes. L'entrée des femmes dans la politique, leur accès au travail et à l'égalité, les lois sur le divorce ou l'avortement ont porté

dans les premières années après Octobre 17 un coup sérieux à la famille patriarcale, à l'autorité du "père de famille", à la sujétion des femmes au sein du couple et à l'idéologie matrimoniale. Reich note que ces avancées ont provoqué un certain chaos, dans toutes les couches sociales, avec notamment la multiplication des divorces. Il s'intéresse aux expériences des "communes de jeunes", tentées par de nombreux *komsomols*, filles et garçons, qui entendaient s'affranchir de la vie familiale en vivant de manière collectiviste et autonome et en pratiquant la camaraderie et «l'amour libre». Il analyse les succès variés de ces expériences, la difficulté de vivre pleinement une sexualité épanouie quand sévit la crise du logement, le manque de place pour se retrouver, ou les problèmes qu'entraînent l'existence de liaisons durables et leur rupture ou l'apparition des enfants...

Et il s'inquiète du reflux de ce mouvement de libération sexuelle, à la fin des années vingt et au début des années trente ; le retour à un ordre moral conservateur.

Celui-ci se traduit par des prises de position contre le dévergondage des



Wilhelm Reich

mœurs et pour la famille, mais aussi par des reculs législatifs, par exemple sur l'avortement ou l'homosexualité, à nouveau fustigée, alors que la Révolution avait aboli la législation tsariste contre les homosexuels.

On a souvent imputé aux bolcheviks et à Lénine lui-même un puritanisme qui expliquerait cela. L'affaire est plus complexe. Lénine ne s'est pas souvent exprimé sur le sujet. Il le fait avant la Révolution, en 1915. Répondant à Inessa Armand qui lui soumettait le plan d'une brochure sur les rapports hommes/femmes, il lui écrit : « Je vous conseille de supprimer le paragraphe 3 : "revendication (par la femme) de l'amour libre". »

Il trouve la revendication imprécise. S'agit-il de l'aspiration prolétarienne (et légitime) à libérer l'amour des soucis matériels, des préjugés religieux, des interdits paternels ou légaux... ou l'amour libre est-il la revendication bourgeoise de s'affranchir « des suites sérieuses de l'amour ? de la naissance d'enfants ? de permettre l'adultère ? »

Plus connu, l'entretien qu'il eut avec Clara Zetkin en 1920 (qui ne sera ●●●



Alexandra Kollontaï

●●● publié à Moscou qu'en 1939). Dans cette discussion sur le travail de l'Internationale en direction des femmes, Lénine s'inquiète de ce que les communistes allemands accordent beaucoup de place à la question sexuelle.

Il évoque la théorie de Freud comme « *un caprice à la mode* » et considère qu'en Union soviétique le mouvement des jeunes est lui aussi « *contaminé par la tendance moderne à l'engouement démesuré pour les problèmes sexuels* ».

C'est dans cette conversation qu'il s'en prend à la « *théorie du verre d'eau* », selon laquelle faire l'amour serait aussi simple que boire un verre d'eau. Il ajoute : « *Certes la soif doit être assouvie. Mais un homme normal, dans des conditions normales, se mettra-t-il à plat ventre dans la rue pour boire dans une flaque d'eau sale ?* »

Lénine ne se veut pas spécialement pudibond. Il rejette l'ascétisme et l'abstinence dont d'autres feront un modèle. « *Ni moine ni don Juan* », dit-il pour définir l'attitude qui devrait être d'après lui celle des jeunes communistes.

Reich lui donne acte de cette posture nuancée mais déplore que les bolcheviks n'aient pas su définir une position positive sur ces sujets. Faute d'une théo-

rie sexuelle et d'une théorie du bonheur individuel, la Révolution, selon lui, était menacée d'échouer sur la question de la révolution culturelle (et donc de la transformation de la vie quotidienne) qui suppose une modification de la structure psychique des individus afin qu'ils soient en état de vivre de manière libre et autonome. Et pour Reich, il n'y a pas de bonheur individuel possible sans vie sexuelle épanouie. Sans elle, l'être humain se forge une « *carapace caractérielle* » faite de frustrations. Wilhelm Reich, qui avait été une figure de proue du mouvement freudo-marxiste germanique *Sexpol*, a des formules vigoureuses : « *La révolution ne peut prôner le bœuf de trait contre le taureau, le chapon contre le coq ; les hommes ont assez longtemps vécu en bête de somme...* »

En Russie même, quelques révolutionnaires de premier plan se sont montrés plus ouverts que Lénine. Au premier rang d'entre eux : Alexandra Kollontaï. Commissaire du peuple aux Affaires sociales, première femme ministre au monde, son nom est associé au droit de vote et d'éligibilité pour les femmes, au droit au divorce par consentement mutuel, à l'égalité des salaires, au droit à l'avortement et aux congés maternité. Sur la question amoureuse, elle fait preuve de beaucoup de lucidité et d'une position en avance sur son temps (et sans doute aussi sur le

nôtre). Elle s'élève non seulement contre l'inégal traitement dont font l'objet les femmes et les hommes, au regard de la liberté amoureuse, mais, plus généralement contre le besoin de possession dont nous avons hérité et qui nous paraît être la preuve même de l'amour. Jusque dans l'amour soit disant "libre". « *C'est la bourgeoisie qui a soigneusement entretenu l'idéal de la possession absolue, aussi bien émotionnel que physique...* », « *L'amant moderne, écrit-elle, pardonnerait plus facilement l'infidélité physique que l'infidélité spirituelle. Il voit toute émotion vécue en dehors des frontières de la relation "libre" comme la perte de son trésor personnel.* »

Mais dans ces années de la révolution, conjuguer "bonheur individuel" et "bonheur collectif" fut rien moins qu'évident. La guerre civile, puis la mobilisation pour les plans quinquennaux ne laissèrent guère de place aux "fredaines"... Dans sa discussion avec Clara Zetkin, Lénine le lui dit sans ambages : « *La révolution exige la concentration, la tension des forces. De la part des masses et des individus isolés. Elle ne tolère pas les états orgiastiques, dans le genre de ceux qui sont propres aux héroïnes et aux héros décadents de D'Anunzio* »...



● Francis Combes



“Normal Premier le Sage”

Normal Premier s'est empressé de suivre l'injonction de l'éditorial du *Monde* paru ce mardi : surtout ne pas céder aux sirènes du Front de gauche et des écologistes, ce qui lui aurait fait perdre tout crédit auprès de Bruxelles et des marchés financiers. Il a donc nommé Premier Ministre Monsieur Valls, admirateur de Clémenceau plutôt que de Jaurès. Sage décision, car ce tribun barbu n'était-il pas un communiste déguisé ? Cela semble avéré, comme en témoigne l'article de Béatrice Jérôme dans ce *Monde* du même jour où l'on peut lire : « À Bobigny, Stéphane de Paoli (UDI) met fin à un siècle de règne communiste. » Un siècle ? Bien sûr, élémentaire, mon cher Watson ! Cela nous ramène au printemps 1914. On comprend maintenant pourquoi, quelques mois plus tard, un vrai patriote a su mettre un terme à l'existence de ce dangereux pacifiste - et communiste masqué !



● Alain Lance

● **Manuel Valls, de l'Intérieur à Matignon, des continuités inacceptables.** Titre d'un communiqué de Réseau sans frontières qui dénonce la nomination par François Hollande de Manuel Valls à Matignon comme une « vaine tentative de séduction des électeurs de droite », et « un déni apporté à la protestation de ceux qui voulaient en mai 2012 une autre politique. Ils l'ont fait savoir lors des élections municipales ». RESF rappelle : « Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, a pendant 22 mois, mené une politique semblable à celle de ses prédécesseurs sarkozystes dans le domaine de l'immigration. Orientations, objectifs chiffrés, consignes aux préfets : pratiquement rien n'a changé. Pire, la situation de certaines catégories d'étrangers s'est aggravée de manière significative : demandeurs d'asile, Roms, jeunes majeurs scolarisés, aujourd'hui privés de perspectives. Hollande connaît et assume ce bilan. C'est donc en toute connaissance de cause qu'il a choisi de nommer Manuel Valls Premier Ministre. »



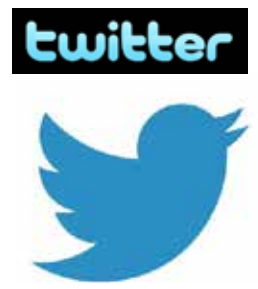
● **Ouvrier, social, libertaire.** Après le *Maitron*, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social, également accessible en ligne (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/>), voici dans une formule analogue le “Maitron des anarchistes”, fiches biographiques du mouvement libertaire (Éd. de l'Atelier). Une courte vidéo de présentation de ce *Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone* est disponible ici : https://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=hkKd-3dtdvc

fr/), voici dans une formule analogue le “Maitron des anarchistes”, fiches biographiques du mouvement libertaire (Éd. de l'Atelier). Une courte vidéo de présentation de ce *Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone* est disponible ici : https://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=hkKd-3dtdvc

Cerises
publication de l'Association
des communistes unitaires
- Noyau -
Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.
cerises@plateformecitoyenne.net
Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART





Initié par l'Association des communistes unitaires, le séminaire Communisme a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du XX^e siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Le séminaire a pris son envol le 2 février 2013 autour de la question : "Quel cahier des charges pour un séminaire sur le communisme ?". Il s'est poursuivi le 30 mars, le 1^{er} juin, le 12 octobre et le 30 novembre autour de ces thèmes :

- "Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ?"
- "Où est le pouvoir ? Que faire de l'État ?"
- "Angles morts et leçons du communisme"
- "Combat anthropologique"
- "Qu'est-ce que le travail"
- "Droit de suite sur l'État"
- "La gratuité est-elle un leurre ou peut-elle contribuer à l'émancipation ?"
- "Comment intégrer l'écologie au combat pour l'émancipation ?"

Les 2 prochaines séances auront lieu le

Samedi 3 mai 2014 de 9 h 45 à 18 h

à l'AGECA, 177 rue de Charonne - 75011 Paris
 métro : Alexandre Dumas (ligne 12) ou Charonne (ligne 9)

9 h 45 « **Dépérissement, démocratisation radicale ou dépassement de l'État ?** »

Peut-on, et comment, envisager le "dépérissement de l'État" ? Faut-il le réformer en profondeur ou faut-il progressivement faire passer, transformer ses prérogatives en construisant un autre type de citoyenneté ? Comment éviter que le dépassement de l'État aboutisse à un émiettement de l'alternative et à produire de l'incohérence ? Cet objectif doit-il s'envisager une fois que le pouvoir d'État a changé de main ou est-il une visée ayant des effets immédiats sur les comportements et sur la vie politique ?

12 h 45 Déjeuner sur place, sur inscription. Pour s'inscrire, adresser un mail à André Pacco : oside1@orange.fr ou un texto : 06 89 16 94 77 - Participation : 10 € à régler sur place.

14 h « **Peuple, nation, identités collectives, racisme...** »

Dans la mesure où nous sommes des êtres sociaux, nous nous reconnaissons les uns et les autres dans des identités culturelles communes, qui nous permettent de faire société. Il suffit de se reporter à de grands moments de notre Histoire, comme La Commune ou la Résistance pour mesurer qu'identité collective et repli identitaire, nation et nationalisme ne sont pas nécessairement du même ressort. Cependant, la "mondialisation", phénomène à la fois anthropologique et imbriqué à l'ère du capitalisme globalisé, la complicité toujours plus étroite des États et du Capital, la fuite en avant libérale de l'UE, mais aussi les évolutions des aspirations individuelles et collectives aiguës ces questions souvent de manière douloureuse. L'idéologie d'extrême-droite tente de capter ces enjeux fondamentaux au profit d'une société autoritaire et d'un projet raciste, compatible avec le capitalisme et aux antipodes d'une visée démocratique. Ainsi depuis des années, cette idéologie a investi les questions d'identités collectives, les transformant en réactions identitaires. Quant aux forces alternatives, elles semblent tétanisées face à ces enjeux.

Comment redéfinir ou se réapproprier la notion de peuple et celle de nation dans le cadre d'un projet d'émancipation ? Comment articuler la vision par classes sociales et la reconnaissance des communautés ? Face au repli nationaliste et au projet raciste, comment faire de ces questions un levier pour le combat émancipateur ?

Les séances seront enregistrées. Une participation aux frais d'organisation (location des salles, publication...) sera possible sur place.

Contact : ACU - Séminaire Communisme - 2 rue Edouard Vaillant - 93200 Saint-Denis
 Mail : acu@plateformecitoyenne.net - Pour toute information, rendez-vous sur le site
www.comunistesunitaires.net et dans l'hebdo *Cerises* : www.cerisesenligne.fr